



NAPA Nouvelles des Aires Protégées en Afrique

News from African Protected Areas

N°110
Juillet 2017



Edito

Geoffroy MAUVAIS
Coordinateur du Papaco

Océans de plastic

J'ai la chance incroyable de visiter régulièrement l'île d'Aldabra, petit atoll corallien des Seychelles, préservé de la main de l'homme par son éloignement de toute terre, au milieu de l'océan indien. J'imagine, j'espère, qu'il y a d'autres lieux comme celui-ci sur la terre, enfin sur la mer, mais pour ce que je connais du monde, ce petit bout d'île émergé au ras des vagues est sans doute ce qui se rapproche le plus de l'image qu'on se fait du paradis. Evidemment, il faut accepter de partager la plage avec d'énormes tortues paresseuses et de petits râles, oiseau non volant fort facétieux, sans oublier la nuit venue, des armées de gros crabes aux pinces rouges venus de je ne sais où. Le lagon n'est qu'un immense aquarium translucide où il faut se frayer un chemin entre les requins, les raies et des poissons aux tailles et aux formes improbables. Malgré tout cela, il n'y a nul endroit où l'on ne se sente bienvenu.

Aldabra est une aire protégée et elle démontre d'un coup d'un seul toute la pertinence de conserver un écosystème dans son état le plus naturel possible. Ce que s'emploie à faire avec succès la Fondation des Îles des Seychelles (SIF) qui l'administre.

Tout irait donc merveilleusement bien s'il n'y avait une pression contre laquelle les meilleures volontés ne peuvent pas grand-chose : la pollution. Et en particulier, la pollution par les déchets flottants, essentiellement plastiques. Certaines plages de l'atoll, exposées aux courants marins se couvrent régulièrement de milliers, de millions de

morceaux de plastic. Des tongs, des briquets (c'est incroyable le nombre de briquets qui flottent dans la mer !), des bouées, des bouteilles, des sacs, des pneus, des vêtements, des filets... et une quantité indescriptible de morceaux multicolores aux origines imprécises. Ils forment par endroits de véritables dunes artificielles où nulle vie ne peut prospérer, défigurant un lieu pourtant si pur.

C'est déprimant, écœurant, choquant, il n'y a pas d'autres mots.

En juin, une conférence spéciale des nations unies s'est tenue sur ce thème, preuve que la situation est à ce point grave. Elle visait à créer les conditions pour l'atteinte de l'objectif 14 du développement durable qui est « de conserver et d'exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ». Pour y parvenir, il faut évidemment des océans en bonne santé ; on en est loin.

Les estimations font état de plus de 150 millions de tonnes de déchets plastiques flottant actuellement, quantité qui pourrait doubler d'ici 2050 et nous conduire à une équation simple et dramatique : une masse de plastic plus importante que celle de poissons dans la mer. Inimaginable n'est-ce pas ? Pourtant, on sait que ces déchets s'agglutinent déjà en vastes surfaces sous l'effet des courants, ce qu'on appelle désormais, non sans ironie, le septième continent (!) du fait de sa taille invraisemblable, dont un seul élément dans le Pacifique Nord fait déjà plus de 3,5 millions de km².

La faune marine s'empêtre, s'étouffe, se noie, s'empoisonne, se découpe, s'ampute...et la mer devient peu à peu un milieu hostile à sa propre vie. Donc la nôtre.

Il y a indubitablement urgence et la mise en protection de plus d'espaces marins et côtiers, la création de plus d'aires marines protégées donc, nous aidera certainement. Mais il faudra bien plus pour inverser la trajectoire toxique sur laquelle nous sommes engagés. Cette NAPA rapporte quelques initiatives conduites à une échelle locale pour y répondre. Pourvu qu'elles se multiplient dans l'avenir... plus vite que les déchets eux-mêmes !



Une vue d'Aldabra

Le papaco, c'est aussi sur :



Twitter = @Papaco_IUCN
(https://twitter.com/Papaco_IUCN)

Et sur :



Facebook = facebook /IUCNpapaco
(<https://www.facebook.com/IUCNpapaco>)

A lire également, la lettre du programme aires protégées de l'IUCN (GPAP) :

<https://www.iucn.org/theme/protected-areas/our-work/newsletter>

NOS FORMATIONS EN PRESENTIEL



Le 13^{ème} Diplôme d'Université s'est terminé à Ouagadougou

Ça y est ! Les 19 étudiants venus de 8 pays (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo) réunis à Ouaga depuis début avril ont achevé leur formation de Diplôme Universitaire en Gestion des Aires Protégées (DU-GAP). Treizième fois que nous organisons cette formation, grâce à un financement de la [Fondation MAVA](#) cette fois-ci. La cérémonie de clôture a permis la délivrance du diplôme à chacun d'entre eux, donc succès total pour les étudiants. Leurs aventures se poursuivent sur notre groupe Facebook, que vous pouvez également rejoindre avec les 3 500 membres déjà actifs :

<https://www.facebook.com/groups/167668443583415/>

Le prochain DU, c'est en **avril 2018** ! La campagne d'inscription sera lancée en octobre prochain.



La treizième promotion lors de la cérémonie de clôture

Le 5^{ème} Master en Gestion des AP s'est achevé à Alexandrie

De leur côté, les 20 auditeurs du Master en Gestion des Aires Protégées (Master-GAP, cinquième édition), organisé à l'Université Senghor d'Alexandrie (Egypte) ont aussi terminé brillamment leur formation. Cinq d'entre eux, en photo sur la page ci-après, étaient boursiers du Papaco (grâce à un financement de la [Fondation MAVA](#)).

A noter qu'Omar Kaboré, du Burkina Faso, est le major de cette promotion 2016/17 et est l'un de nos boursiers !



Les cinq boursiers du Papaco/MAVA lors de la cérémonie de remise du diplôme de master à Alexandrie

NOS FORMATIONS EN LIGNE



Nos deux MOOC actuellement en ligne (Gestion des AP et Suivi Ecologique) seront en pause en



SOLUTIONS BLEUES DE L'AFRIQUE

La présente NAPA expose brièvement quelques-unes des solutions présentées lors du troisième Forum régional pour les océans, les côtes et le bien-être humain en Afrique de Blue Solutions qui s'est tenu en 2016. Pour en savoir plus, consultez le site www.iucn.org ou rendez-vous sur ce [lien](#). En particulier, les contacts des différents promoteurs sont indiqués, tout comme les éléments importants à retenir de chaque solution pour les reproduire ailleurs...

Vue de l'espace, la Terre a une couleur bleue remarquable due à l'énorme quantité d'eau qu'elle contient. Les océans couvrent les deux tiers de la surface de la planète et jouent un rôle crucial dans presque tous les processus naturels. La biodiversité marine et côtière est une source d'alimentation, d'air pur et de stabilité climatique

juillet et août. Reprise des cours le 18 septembre prochain. Mais les inscriptions sont déjà possibles en suivant les liens sur papaco.org :

MOOC Gestion des Aires Protégées

Voir le teaser :

<https://www.youtube.com/watch?v=k26pijss32k>

S'inscrire :

<http://papaco.org/fr/sinscrire-au-mooc-gap/>

MOOC suivi écologique

Voir le teaser :

<https://www.youtube.com/watch?v=Ziapi72u2rA>

S'inscrire :

<http://papaco.org/fr/sinscrire-au-mooc-se/>

Enfin, notez qu'en novembre démarrera notre nouveau **MOOC sur l'application des lois**. Plus d'info dans la NAPA n°111 en septembre.

Retrouvez tous les liens et autres infos utiles sur www.papaco.org, à la page MOOC

Rejoignez le groupe Facebook MOOCs sur : <https://www.facebook.com/groups/167668443583415/>

Likez la page Facebook du Papaco : <https://www.facebook.com/IUCNpapaco>

pour la population de la planète, et des millions d'êtres humains comptent sur elle pour leur sécurité alimentaire, leurs revenus et leur développement socioculturel et économique. Mais les océans et les côtes sont soumis aux pressions exercées par la surexploitation des ressources ou la pollution, qui se trouvent encore intensifiées par l'impact des changements climatiques. Les réponses à ces menaces sont souvent limitées en raison d'un manque de réglementation et d'application des lois, de l'insuffisance de la gestion et de la gouvernance ou d'une sensibilisation insuffisante.

En mettant l'accent sur des approches holistiques et efficaces pour la gestion durable et la conservation des ressources marines et côtières, l'Initiative Blue Solutions contribue à lutter contre les problèmes côtiers et marins. Ce projet mondial compile, documente et promeut ce qu'on appelle les « solutions bleues » – études de cas probantes venant du monde entier – avec pour objectif d'inspirer, de partager les connaissances et de soutenir un échange mondial d'idées reproductibles pour accélérer les actions à mener sur les océans.

L'Initiative Blue Solutions est financée par l'Initiative internationale pour le climat (IKI) du ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire (BMUB), et elle est conjointement mise en oeuvre par la GIZ, GRID-Arendal, l'IUCN et le PNUE.



Cette publication compile 32 solutions bleues de l'Afrique dont la plupart ont été présentées pendant le troisième forum régional pour les océans. Les solutions retenues mettent l'accent sur des thèmes tels que les aires marines protégées, le tourisme durable, la pêche durable, les moyens de subsistance durables, la préservation des ressources et de la biodiversité et l'atténuation des effets du changement climatique. Elles présentent des activités et projets menés en Afrique en faveur de la protection de l'environnement et de la gestion intégrée et durable de ses écosystèmes côtiers et marins précieux et vulnérables.



AU CAMEROUN

1) Alternative à la dégradation des mangroves et mieux-être des femmes

Le Cameroun perd annuellement plus de 3,000ha/an de ses 250,000ha de mangroves (400,000ha avec la rétrocession de Bakassi). 80% de cette coupe est destinée à fumer le poisson, activité dont de nombreuses femmes dépendent dans les zones côtières. La solution mise en oeuvre par l'Organisation pour l'Environnement et le Développement Durable (OPED) a permis de généraliser l'utilisation de fumoirs améliorés (économiques en énergie) et de sources d'énergie alternatives au bois de mangrove pour fumer le poisson. Elle a mis en évidence des techniques pour retrouver le goût (usage de plantes aromatiques locales) et la coloration (fumage des écailles issues du poisson) du poisson fumé par le bois de mangrove. Ainsi, l'initiative a permis de réduire l'utilisation de bois de mangrove de plus de 70–80%, de réduire la charge du travail des femmes de plus de 60%, de réduire les maladies oculaires et respiratoires ainsi que la consommation d'alcool comme antidote à la chaleur et d'améliorer l'hygiène et la salubrité dans les ménages.



Témoignage de Jonas Kemajou Syapze (OPED):
«Traditionnellement, les femmes camerounaises utilisent le bois de mangrove pour fumer le poisson parce qu'il lui donne un bon goût et une bonne coloration. Il est apparu que les femmes fumeuses de poisson exerçaient une grande pression sur les mangroves, étaient exposées à la fumée et à la chaleur (sources de maladies respiratoires et oculaires, de fièvre, etc.) et avaient une lourde charge de travail avec des revenus moindres. Nous avons initié avec des groupes de femmes des activités de protection des mangroves et recherché avec elles des possibilités d'amélioration de leurs

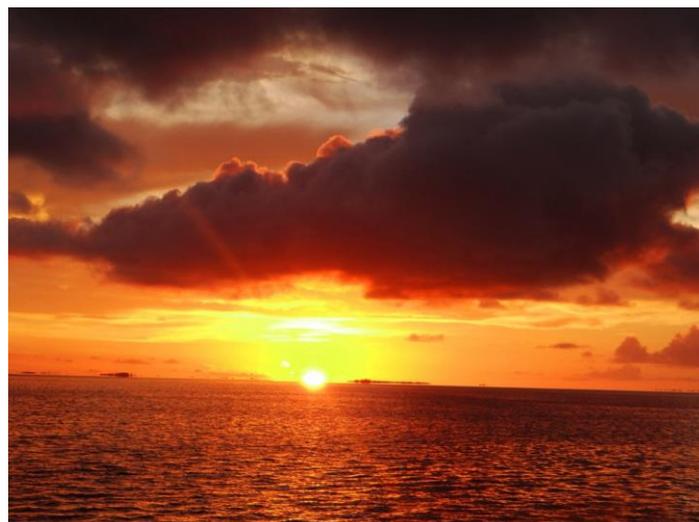
revenus et de réduction de leur charge de travail et des impacts négatifs du fumage de poisson sur leur santé. L'ensemble des activités a permis la modification des dynamiques de déforestation, l'augmentation des stocks de carbone bleu des écosystèmes de mangrove de la zone de Kribi, et l'amélioration des revenus et du bien-être des femmes. »

2) Recyclage des filets de pêche abandonnés

Net-Works est un programme innovant qui donne aux membres des communautés de pêcheurs du Cameroun (et des Philippines) les moyens de collecter et vendre les filets de pêche en nylon abandonnés dans les lacs et océans où ils sont extrêmement préjudiciables à la vie aquatique. Ces filets sont ensuite vendus à une chaîne d'approvisionnement mondiale et recyclés en fils utilisés pour fabriquer des dalles de moquette. Les banques communautaires locales sont au cœur de Net-Works. Gérées par des membres de la communauté, elles donnent accès au financement et permettent d'épargner et de contracter de petits emprunts. Elles gèrent également la chaîne locale d'approvisionnement en filets en organisant le nettoyage des côtes, en facilitant les opérations de vente et en créant des «fonds pour l'environnement» destinés à faciliter le financement de projets de conservation locaux. Depuis 2012, plus de 100 tonnes de filets usagés ont été collectés grâce à Net-Works, 900 familles ont pu accéder au financement et 60 000 personnes ont bénéficié d'un environnement plus sain.

Témoignage de Fanny Djomkam *qui est la coordonnatrice communautaire de Net-Works dans la région du lac Ossa au Cameroun. Ses fonctions l'amènent à collaborer avec les communautés pour créer des groupes d'épargne localement gérés et des activités de collecte de filets.* « Net-Works a bénéficié aux communautés locales de bien des façons, mais pour moi, le plus gros avantage a été la création des banques communautaires que nous appelons AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit). Les AVEC ont réellement contribué à renforcer les communautés de pêcheurs. Grâce à un mécanisme simple et efficace, elles permettent aux pêcheurs de s'organiser et de gérer leur épargne de façon claire et responsable. Là où il a pu y avoir des conflits par le passé, les AVEC ont aidé les communautés à converger dans un esprit de coopération. Les comités de pêcheurs collaborent aujourd'hui avec l'administration locale pour cogérer le lac et assurer la mise en application du code de conduite pour

une pêche responsable. C'est formidable de voir à quel point ils se sentent responsabilisés. »



EN COTE D'IVOIRE

Conservation des tortues marines et amélioration du bien-être des résidents

Cette solution a permis de stopper le braconnage de tortues marines sur la plus importante plage de ponte de Côte d'Ivoire, la plage de Mani-Kablaké située à l'ouest du pays. Grâce au projet mis en oeuvre par CEM (Conversation des Espèces Marines) depuis 2013, la chasse aux tortues et la destruction des nids ont été éradiqués, plus de 1,000 tortues et leurs nids sont désormais protégés chaque année, les populations concernées ont bénéficié de l'adduction d'eau potable avec énergie solaire, d'une électrification solaire, de la réhabilitation d'une école primaire et d'une broyeuse de manioc. L'écotourisme est en train de se développer dans la zone en partie grâce au projet. Une loi coutumière relative à la protection des tortues a été élaborée de manière participative et validée par les acteurs concernés.

Témoignage de Jose Gómez Peñate (CEM): « En 1995, pendant des vacances à Sassandra à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, j'ai été témoin de scènes de braconnage de tortues marines par les communautés riveraines des sites de ponte des tortues. Aucun dispositif de protection n'existait malgré le fait que les tortues marines soient classées comme espèces protégées à l'échelle nationale. C'est face à ce constat que notre association s'est décidée à inscrire la protection des tortues marines dans ses actions prioritaires de conservation de la biodiversité à mener en Côte d'Ivoire. Un programme de sensibilisation des communautés a été mis en place. Des initiatives visant à améliorer les conditions de vie des

populations ont été développées en échange de leur renonciation à tuer ces tortues, et de leur implication dans des actions de conservation. Ainsi, les habitants se sont investis dans la création de comités de sauvegarde des tortues et sont aujourd'hui impliqués dans la surveillance nocturne des femelles venant pondre sur la plage, la protection des nids et le relâcher des nouveau-nés.»



AU NIVEAU REGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST

Africasaw, réseau d'alerte pour la sauvegarde du poisson-scie

Les poissons-scie, l'une des espèces de poisson les plus remarquables d'Afrique de l'Ouest et représentée sur tous les billets du franc CFA, est listé en danger critique d'extinction. La solution a permis de créer un réseau d'alerte en cas de capture (accidentelle ou non) de cette raie, permettant d'agir de façon rapide, harmonisée et concertée pour leur sauvegarde ; de dresser une carte de la distribution spatio-temporelle des espèces concernées (*Pristis pristis* et *Pristis pectinata*) ; d'informer les pêcheurs et les représentants des institutions maritimes sur le statut de ces espèces et sur l'interdiction de pêche et de commerce s'y appliquant ; et de sensibiliser les populations sur l'importance écologique et culturelle du poisson-scie pour l'Afrique de l'Ouest. Des points focaux sont désormais capables d'intervenir, de sensibiliser et de former dans chacun des six pays concernés.

Témoignage d'Armelle Jung (Des Requins et Des Hommes - DRDH) : «*Nous avons contacté Salatou Sambou pour savoir s'il souhaitait être le point focal du projet Africa-Saw en Casamance, région historiquement importante pour les poissons-scie. Cet homme, déjà engagé dans la création d'une Aire Marine Protégée*

Communautaire, nous semblait être la personne la plus à même de prendre en charge la sensibilisation des pêcheurs dans le sud du Sénégal. Le projet avance vite, les contacts sont facilités grâce à cet interlocuteur. Un villageois parle de rostres de poissons-scie qu'il a vus il y a quelques années, Salatou arrive à retrouver le propriétaire dans les deux jours. Nous souhaitons rencontrer des administrateurs d'une radio pour enregistrer des messages, Salatou trouve des acteurs rapidement. Nous avons pu, grâce à son efficacité, collecter, enquêter, sensibiliser et former près de 5000 personnes dans cette zone d'importance pour la conservation des poissons-scie. »



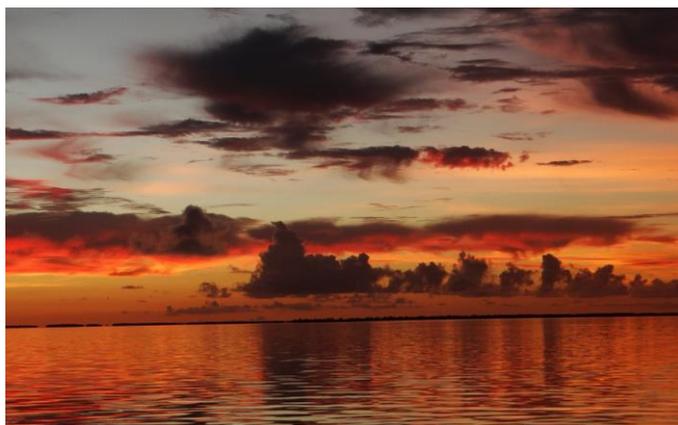
AU KENYA

Entreprenariat de conservation marine – des ordures au commerce

La quantité de déchets marins augmente partout dans le monde, tout comme augmentent les dégâts causés par la pénétration de déchets dans les écosystèmes marins. Ces déchets sont majoritairement d'origine terrestre et sont liés à une mauvaise gestion des déchets, à un manque de sensibilisation et, dans les petites communautés côtières, à la limitation des moyens de subsistance et à des pratiques non durables. Ocean Sole est un modèle d'entreprise de conservation marine qui recycle des tongs de récupération en produits destinés à la vente. Elle est économiquement viable et tire parti des compétences d'artisans locaux. Elle contribue ainsi à créer d'autres moyens de subsistance durables, à améliorer les compétences et à collecter les déchets, et tire parti de ces activités pour faciliter la création, la gestion et l'expansion d'aires marines protégées locales.

Rapport - En 1997, Julie Church, spécialiste de la conservation du milieu marin au Kenya, a piloté un

projet de conservation et de développement alors qu'elle était en poste sur l'île éloignée de Kiwayu. Elle a été horrifiée par la masse de déchets échoués sur les plages qui créent une situation environnementale désastreuse pour l'écosystème et les espèces marines. Inspirée par les jouets que les enfants fabriquaient à partir de tongs récupérées sur les plages, elle a encouragé leurs mères à collecter, laver et découper ces tongs pour en faire des objets colorés. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) Suisse a passé une grosse commande de 15 000 porte-clés « tortues » et les femmes des communautés locales ont réalisé ces derniers à partir d'environ une tonne de tongs abandonnées. Cette commande a constitué la première étape de « commercialisation de l'activité » et la première initiative commerciale en faveur des femmes et de la conservation dans la réserve nationale marine de Kiunga. Elle a également été à l'origine de la création de produits de qualité à vendre aux touristes visitant le Kenya et à des boutiques socialement responsables partout dans le monde.

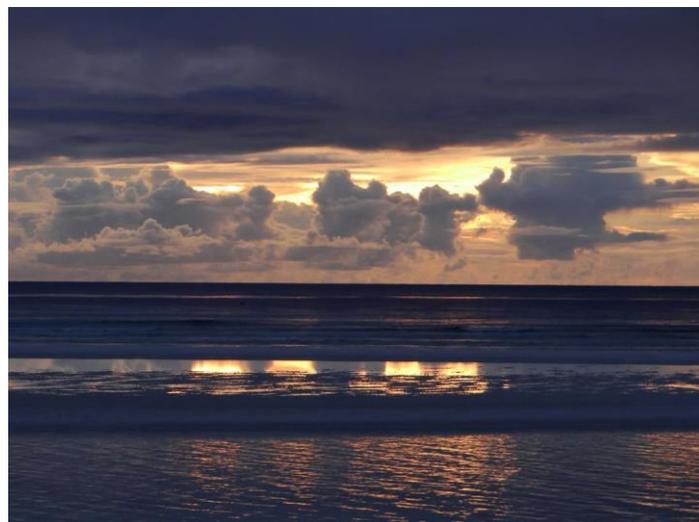


A MADAGASCAR

Catalyser la conservation marine à travers la gestion locale des pêches

Trop souvent, les interdictions permanentes de pêcher mettent la conservation en conflit avec les besoins des communautés côtières en privant de leurs droits ceux qui dépendent de la pêche pour assurer leurs moyens de subsistance. Sur les côtes tropicales, 'Blue Ventures' s'efforce de résoudre ce problème en fermant, sur une base volontaire et temporaire, les lieux de pêche du poulpe. Ces fermetures servent de point d'entrée à la conservation à base communautaire. Elles concernent généralement 25 % de la superficie totale de pêche au poulpe de la communauté et sont en place pendant 2 à 3 mois consécutifs. Il est prouvé qu'elles améliorent les rendements de la pêche et les revenus locaux, et qu'elles renforcent

ainsi le soutien communautaire à la protection des ressources naturelles grâce à l'existence de zones marines localement gérées interdisant les pratiques de pêche destructrices et à l'intégration de zones de non-prélèvement surveillées par la communauté.



Témoignage de Velvetine, pêcheuse de poulpe de Madagascar, qui parle en ces termes de son expérience : « la pêche du poulpe est mon seul moyen de gagner de l'argent. Le poulpe est vraiment le seul fruit de mer que les femmes peuvent vendre. Avant d'avoir créé des réserves de poulpes, nous ne prenions que deux ou trois poulpes par jour, et il arrivait qu'on n'en prenne pas du tout. Avec les réserves, nous faisons un petit sacrifice, mais rien ne nous empêche d'aller pêcher sur d'autres récifs et une fois le délai passé, nous prenons plus de poulpes – les prises sont bonnes les jours qui suivent l'ouverture. J'ai plus d'argent à dépenser pour la nourriture et pour ma famille. Pour ces raisons, je souhaite que les réserves de poulpes continuent d'exister. »

EN MAURITANIE

Gouvernance durable des ressources et territoires marins et côtiers

Au début des années 2000, les secteurs pétrolier et gazier ont démarré leurs premières exploitations dans la zone économique exclusive de Mauritanie. Peu après la découverte du premier gisement pétrolier au large des côtes a commencé un débat public intense sur les risques environnementaux et sociaux de ces secteurs. La pêche et l'industrie ont aujourd'hui un impact sur l'environnement marin et leurs effets cumulés ont accru la nécessité d'une approche de planification intersectorielle durable de l'espace marin. Cela a donné lieu à l'élaboration du programme Biodiversité Gaz Pétrole (BGP). Par

une approche collaborative et intégrée, l'initiative collecte des données sur le milieu marin, acquiert des connaissances sur les effets anthropiques secondaires de l'exploitation sur l'écologie, conçoit des outils techniques de suivi des activités et met en oeuvre les politiques correspondantes.



Témoignage de Moulaye Wagne *chercheur au Laboratoire d'études des milieux marins et côtiers (LEMMC) : «Depuis 2012, l'Institut mauritanien de recherche océanographique et des pêches (IMROP), avec d'autres partenaires, met en place un système d'alerte rapide en cas de micropollution. Nous échantillons ainsi des sédiments, des poissons, des bivalves, des crabes et l'eau quatre fois par an, et réalisons des analyses chimiques, des dosages biologiques et des analyses de biomarqueurs. Nous profitons de notre présence sur le terrain et tout le long du littoral pour observer et enregistrer les échouages de cétacés et de tortues, et pour faire un comptage des populations d'oiseaux de mer. Par la même occasion, nous formons des étudiants et les fonctionnaires des parcs nationaux. Ce système d'alerte rapide, le premier de ce type en Afrique, permettra au pays de contrôler indirectement les activités industrielles sur la côte et en mer et de s'assurer que les mesures appropriées seront prises avant toute pollution ou endommagement conséquents du milieu marin.»*

AU SENEGAL

Kawawana: la bonne vie retrouvée par la conservation

Kawawana (« notre patrimoine à préserver par nous tous ») est un territoire estuarien où les anciennes règles de gouvernance et de gestion – réhabilitées et validées par les gouvernements municipal et régional – sont à nouveau respectées. Sans aucun soutien financier et avec une aide en

nature moindre, les pêcheurs locaux gouvernent, gèrent et surveillent leur propre Kawawana, qui a considérablement récupéré en termes de quantité et qualité de biodiversité (poissons, dauphins, crocodiles, oiseaux etc.). Leur plan de gestion ingénieux à trois zones a favorisé la souveraineté alimentaire locale (meilleure alimentation et prospérité) et a inversé en partie l'exode. La pratique de la gouvernance collective a consolidé la solidarité locale. La communauté utilise des méthodes sophistiquées pour suivre régulièrement les données de pêche et socio-économiques. Des programmes radio interactifs locaux permettent de dialoguer avec tous les habitants concernés par les règles de gestion.

Rapport - *A l'aube du nouveau millénaire, la pêche incontrôlée et l'exploitation des écosystèmes dans la municipalité rurale de Mangagoulack (Casamance, Sénégal) avaient considérablement appauvri les ressources de subsistance et la biodiversité. Ayant appris que leur pays avait accepté internationalement (dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique) de soutenir les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (en bref, APAC), une association de pêcheurs locaux a établi la sienne. Bien que le succès de Kawawana soit inspirant, les opérations de bénévolat en cours pèsent sur les membres les plus généreux de la communauté. Il est urgent d'identifier des moyens de générer des revenus pour soutenir les opérations de surveillance et de gestion.*



JOB OFFER

WCS recherche un **directeur de projet pour la réserve des Okapi en RDC**

Voir la NAPA en ENG pour plus d'info

La date limite pour postuler est le 30 juillet. Pour postuler, envoyez un CV à the WCS Africa Program à africaapplications@wcs.org, et copiez bthuaire@wcs.org.

Plus d'info sur ce [lien](#)

NAPA – CONTACTS

geoffroy.mauvais@iucn.org
beatrice.chataigner@iucn.org
marion.langrand@iucn.org

Programme Aires Protégées d'Afrique & Conservation – PAPACO
 Chargée de programme PAPACO
 Chargée de programme PAPACO

www.papaco.org et www.iucn.org

Les opinions exprimées dans cette lettre ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN